

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



Décembre 2009 - Janvier 2010

SOMMAIRE

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	7
Asie	9
Europe	11
Méditerranée	12
Jeunesse - Culture	17
Développement durable	19
Institutions européennes	20
CGLU	23
Etudes	24
Actualités	25
Agenda	29
Publications	31

Cités Unies France au cœur de la coopération

Le 17 novembre 2009, lors du Congrès des maires, Charles Josselin, président de Cités Unies France, et Jacques Péliissard, président de l'Association des Maires de France, ont signé une convention CUF-AMF. Une telle signature est exceptionnelle, l'AMF n'ayant pas l'habitude de signer des conventions.

Comme les deux présidents le reconnaissent lors de leur allocution, cette signature ne venait que confirmer la complicité étroite et ancienne existante entre les deux organisations.

Venant après les signatures de conventions avec l'Assemblée des Départements de France (ADF) et l'Association des Régions de France (ARF), cet événement consacre la place particulière qu'occupe CUF dans le monde des collectivités françaises. Organisation à la fois indépendante et respectueuse des grandes fédérations d'élus -auxquelles il faut ajouter l'AMGVF- CUF est devenu indispensable pour les actions internationales des collectivités locales et régionales. Ceci se traduit d'ailleurs, depuis plusieurs années, par la présence de représentants de l'AMF, de l'ADF, et de l'ARF au sein de son bureau exécutif.

La crise financière et économique et les réformes en cours de la fiscalité locale peuvent porter un coup très rude à la coopération décentralisée. Maintenant plus qu'hier, il va falloir éviter la dispersion, accentuer les concertations, renforcer la professionnalisation.

Par ses actions géographiques et thématiques, par son expertise acquise au cours de plus 35 ans, Cités Unies France est armé pour accompagner ces adaptations nécessaires.

Notre participation aux principaux réseaux européens et mondiaux de collectivités nourrit notre réflexion et favorise l'action de nos adhérents sur tous les continents.

Le dialogue que nous menons avec les ministères concernés, le MAEE, le Commissariat à la jeunesse, le MEEDDM ou la Culture, est permanent, parfois quotidien. Il se fait dans l'intérêt de tous.

La période est difficile. Nous faisons le pari que l'action internationale est devenue, au fil des ans, une politique publique suffisamment importante pour qu'une grave régression soit impossible. A charge pour Cités Unies France de prévenir les évolutions et d'apporter l'aide indispensable aux collectivités locales françaises dans cette période tourmentée.

Nous nous y employons au mieux de nos forces.

Bertrand Gallet
Directeur général

Cinquantenaire des indépendances de l'Afrique

La France célébrera, en 2010, le 50^{ème} anniversaire de l'indépendance de quatorze pays africains, en soulignant l'évolution des relations entre la France et l'Afrique subsaharienne qui « doivent rester privilégiées tout en étant renouvelées, équilibrées et transparentes. »

Cette initiative portera à la fois sur la célébration de notre histoire commune, en particulier la contribution de l'Afrique à la libération de la France et la marche vers les indépendances, mais aussi sur la valorisation de la dimension humaine de cette histoire commune à travers la place de l'Afrique en France et le rôle des Français d'origine africaine dans la République.

Le Quai d'Orsay recueille en ce moment les propositions d'activités : colloques, conférences, activités culturelles, salons littéraires, films, documentaires, publications, expositions d'archives, de photos sur les indépendances, émissions TV, commémorations tout en prévoyant lui-même des initiatives. Les collectivités françaises sont invitées à faire connaître leurs propositions au plus vite. Un soutien financier pour d'éventuelles manifestations n'est pas encore sécurisé. Une charte graphique et un plan de communication sont en cours d'élaboration.

Plus d'information :

William Bénichou, chargé de mission auprès du Secrétaire Général du Cinquantenaire des Indépendances Africaines en 2010

Courriel : William.BENICHOUE@diplomatie.gouv.fr

Cités Unies France aux Assises italiennes des collectivités territoriales pour et avec l'Afrique

Le 13 novembre, Stéphane Valli, président du groupe pays Niger et vice-président de la communauté de communes de Faucigny-Glières, a représenté Cités Unies France lors des premières Assises italiennes des collectivités territoriales pour et avec l'Afrique, à Ancona, et a fait part de l'expérience franco-africaine de la coopération décentralisée.

COMMUNIQUÉ MALI

Enlèvement de Pierre Camatte

Pierre Camatte, président du comité de jumelage Gérardmer-Tidarmene, à la retraite depuis 2008, avait consacré sa vie professionnelle à l'insertion des jeunes et partait chaque année au moins deux fois au Mali, dans le cadre de son association "Gérardmer -Tidarmene".

Il a été enlevé dans la ville de Menaka, située à plus de 1500 kilomètres au nord-est de Bamako, non loin de la frontière avec le Niger, dans la nuit du 25 novembre 2009, vraisemblablement par des membres du réseau terroriste Al Qaeda au Maghreb islamique.

Cités Unies France et son président, Charles Josselin, sont très affectés par cet événement dramatique et assurent de leur soutien sa famille, ses collaborateurs et les élus de la ville de Gérardmer. Cités Unies France suit la situation de très près en relation avec les autorités françaises, l'association des municipalités du Mali, et via le poste diplomatique, avec les autorités maliennes.

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville

Réunion du groupe-pays Niger, le 3 décembre 2009

Le groupe-pays Niger s'est réuni le 3 décembre dans les locaux de Cités Unies France. Le compte-rendu sera prochainement disponible sur le site Internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article942>

ACTUALITÉS NIGER

Proclamation des résultats définitifs des élections législatives du 20 octobre dernier, par la Cour Constitutionnelle nigérienne

Voici la répartition définitive des 112 sièges :

MNSD : 76

RSD-Gaskiya : 15

RDP-Jama a : 7

Indépendants Adaltchi-Mutunchi : 7

Indépendants Issa Lémine : 1

Indépendants Lakal Kaney : 1

Indépendants Paix Bonkaney : 1

PMT- Albarka : 1

PNA Al'Oumma : 1

RPN-Alkalami : 1

Union des Nigériens Indépendants (UNI) : 1

(Source : Journal « Le Sahel », le jeudi 12 novembre 2009)

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Libéral, vice-présidente de la communauté de communes de la Côte Roannaise

Réunion du groupe-pays Togo, le 24 novembre 2009

Une réunion du groupe-pays Togo s'est tenue le mardi 24 novembre 2009, dans les locaux de Cités Unies France, en présence de Joachim Hunlede, secrétaire permanent de l'Union des Communes du Togo, et Yves Yard, conseiller adjoint au service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Togo. Les sujets évoqués ont été le Programme concerté de «Promotion et de Renforcement de la coopération décentralisée franco-togolaise », la Journée nationale de la commune togolaise qui s'est tenue à Lomé, les 16 et 17 octobre 2009, et le projet d'Assises de la coopération décentralisée, qui pourraient être organisées fin 2010, au Togo.

ACTUALITÉS TOGO

Elections présidentielles

La Commission nationale indépendante du Togo a fixé **au 28 février 2010** la prochaine élection présidentielle. Elle a également déterminé les dates de la campagne électorale, qui se déroulera du 13 au 26 février. Plusieurs personnalités, dont l'homme d'affaires Nicolas Lawson, déjà candidat à la présidentielle en 2003 et 2005, l'ex-premier ministre togolais, Messan Agbéyomé Kodjo et l'homme politique franco-togolais, Kofi Yamgnane, ancien secrétaire d'Etat de François Mitterrand, ont déjà annoncé leur intention de se présenter à ce scrutin présidentiel.

Les deux principaux partis d'opposition pourraient boycotter cette élection présidentielle si le scrutin ne s'effectuait pas à deux tours. En effet, selon la Constitution togolaise, modifiée en 2002, « *L'élection du président de la république a lieu au scrutin uninominal majoritaire à un tour. Le président de la République est élu à la majorité des suffrages exprimés* ». Blaise Compaoré, président du Burkina-Faso, a été appelé comme facilitateur dans le dialogue inter-togolais.

AFRICITÉS

Africités V, du 16 au 20 décembre 2009, à Marrakech

Comme annoncé précédemment, la 5^{ème} édition du sommet Africités portera sur le thème « **La réponse des collectivités locales à la crise globale : promouvoir le développement local durable et l'emploi** ».

A ce jour, une trentaine de collectivités françaises ont confirmé leur participation à ce grand rendez-vous.

Les collectivités et structures intéressées à y participer sont invitées à se rendre dans les plus brefs délais sur le site Internet : www.africites.org. Il leur est possible de télécharger le formulaire d'inscription (**obligatoire**) avant de procéder à la réservation de leur **hébergement**.

Une fois inscrites, les collectivités sont priées de retourner, le plus rapidement possible, à Cités Unies France, la fiche de participation qui leur a été envoyée à nouveau le 18 novembre 2009. Cette fiche permettra à Cités Unies France de mesurer la mobilisation des collectivités françaises et de faciliter leur présence sur place en lien avec les autorités marocaines et françaises. Cette fiche est téléchargeable sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article831>.

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui, chargée de mission (Mali, Burkina Faso, Niger, Togo)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission (Mauritanie, Bénin, Madagascar)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Sénégal)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

Charlotte Hérial, chargée de projet

Courriel : poleafrique@cites-unies-france.org

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

Réunion du groupe-pays Haïti, le 26 novembre 2009, à l'Hôtel de Ville de Suresnes

Lors de cette réunion, les participants ont exprimé leurs points de vue sur la réalisation des Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne qui ont eu lieu les 10 et 11 juillet 2009, à Port-au-Prince. Ensuite, la région d'Aquitaine a présenté l'étude sur le processus de décentralisation en Haïti. Le compte-rendu de cette réunion sera bientôt sur le site Internet de Cités Unies France.

La coopération décentralisée et non gouvernementale dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement en Haïti, au conseil régional d'Ile de France, le 15 décembre 2009, de 13h30 à 18h00

Cette rencontre d'information et d'échange est organisée par la DINEPA (Direction Nationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement en Haïti), le PS-Eau (Programme Solidarité Eau) et le conseil régional Ile-de-France. Cette rencontre aura pour objectifs de présenter, auprès des acteurs français de la solidarité internationale, le nouveau contexte institutionnel du secteur de l'eau potable et de l'assainissement en Haïti et de faciliter l'intervention et la concertation des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale impliqués en Haïti dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Pour plus d'informations :

Vincent Dussaux, PS-Eau
Courriel : dussaux@pseau.org

BRÉSIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur

Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne, les 3 et 4 décembre de 2009, au Palais des Congrès à Lyon

Ces Rencontres ont été organisées par le conseil régional de Rhône-Alpes, Cités Unies France, le ministère des Affaires étrangères et européennes et le sous-Secrétariat des Affaires fédératives de la Présidence de la République fédérative du Brésil, accueilleront plus de 400 participants dont 100 représentants des collectivités territoriales brésiliennes.

Cette troisième édition est consacrée au thème du développement durable et de la culture.

La thématique principale a été déclinée en quatre ateliers :

- le développement durable : enjeu pour l'espace urbain ;
- la préservation des territoires et de la biodiversité en milieu rural ;
- le développement économique local : facteur de développement durable ;
- la dimension sociale et culturelle du développement durable.

Les actes des Rencontres seront publiés par la région Rhône-Alpes.

CHILI

Visite de Maires Chiliens

Jacques Pelissard, président de l'AMF, a invité des maires chiliens à participer au 92^{ème} Congrès des maires de France. Cette délégation a été composée par les maires de Santiago, San Bernardo, La Florida, Antofagasta, Pirque, Lampa, Padre de las Casas, des élus et des représentants des entreprises françaises au Chili (Plastic Omnium et Burgeap). Pendant son séjour en France, la délégation a rencontré Cités Unies France, la MEDEF, l'Institut de la gestion déléguée sur les délégations de service public et des entreprises des services publics.

A la fin de son séjour, la délégation chilienne a réitéré leur intérêt de poursuivre ce type d'échange entre partenariats publics privés au niveau local. La délégation a invité Cités Unies France et l'AMF à participer au séminaire sur l'environnement, organisé par l'Association de maires chiliens, prévu pour le premier trimestre de 2010, au Chili.

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE EN AMÉRIQUE LATINE

Annuaire 2008 de la coopération décentralisée Union européenne - Amérique latine

L'Observatoire de la coopération décentralisée UE-AL présentera le 1^{er} décembre 2009, au Comité des Régions, à Bruxelles, la quatrième édition de l'Annuaire de la coopération décentralisée Union européenne - Amérique latine. L'annuaire est composé par cinq chapitres : analyse de la coopération décentralisée ; cohésion sociale et réduction de la pauvreté ; gouvernance et renforcement institutionnel ; processus d'intégration et le rôle international des collectivités locales et des études de cas sur les avancées de la coopération décentralisée.

Pour accéder à l'annuaire :

<http://www.observ-oed.org/libreriapagina.asp?id=467>

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission, pôle Amérique latine et Caraïbes

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

INDE

En prévision des premières Assises de la coopération décentralisée franco-indienne, du 15 au 17 janvier 2010, à New Delhi :

Coopération décentralisée franco-indienne : des pistes d'échanges

L'Inde, avec son 1,1 milliard d'habitants, dont 70% a moins de 36 ans, dégage une énergie extraordinaire. La diversité géographique, ethnique, culturelle, religieuse, linguistique du sous-continent impressionne. Les inégalités entre Etats sont très fortes, notamment entre ceux de la moitié ouest, très développés, et ceux de la moitié est. Il est commun de dire qu'il y a autant d'Indes que d'Etats, et ils sont 28, auxquels s'ajoutent 7 territoires de l'Union. Au niveau de la décentralisation de 1992 chacun a sa propre législation, ce qui n'est pas fait pour simplifier les choses.

Le sous-continent, qui affichait un taux de croissance de 9% dans les années précédant la crise financière de 2008 (6,8% pour le dernier exercice budgétaire), est à présent connu pour son nombre de milliardaires au classement « Forbes » et pour ses centres de développement des nouvelles technologies de l'information. Mais la classe moyenne qui tire son épingle du jeu ne doit pas occulter les 800 millions de personnes qui vivent avec moins de deux dollars par jour, ni les 35% de la population toujours illettrée. Dans les mégapoles, comme dans les villes moyennes et plus petites, les besoins en investissement dans l'éducation, la santé, les infrastructures et le développement urbain sont immenses.

Le premier défi qui se pose concerne la demande en logements et leurs équipements en eau et en toilettes. Ainsi 23% de la population vit dans des slums -camps de squatters et taudis- cette proportion augmentant dans les municipalités plus grandes jusqu'à plus de la moitié à Mumbai. La qualité des services est très inégale entre les villes et les Etats et, pour les logements équipés, l'approvisionnement municipal n'est que de quelques heures par jour. En ce qui concerne les systèmes d'égouts, une très faible proportion de villes indiennes en sont pourvues, et partiellement. La collecte des déchets solides reste également négligée. Pour ce qui est des transports publics urbains, le pays est sous-développé, ce qui entraîne la congestion des routes, accentué par le nombre croissant d'automobiles et de deux-roues motorisés. Là encore, la question de la mobilité urbaine peut être abordée conjointement par les villes indiennes et françaises.

Les Français jouissent aujourd'hui d'un très bon capital sympathie en Inde : à travers le réseau d'Alliances françaises, la langue française est aujourd'hui la première langue étrangère enseignée. Les touristes français sont de plus en plus nombreux en Inde, et réciproquement.

Au niveau diplomatique, les relations prennent un nouvel essor, confirmé par la visite du Président de la République française en Inde, en janvier 2008, puis par la venue du Premier Ministre indien à Paris, à l'occasion des cérémonies du 14 juillet.

Sur le plan économique, il a été prévu de doubler les échanges commerciaux, encore faibles, pour les amener à 12 milliards d'euros, d'ici à 2012. L'Inde offre aux entreprises françaises des perspectives d'expansion dans de nombreux domaines comme l'énergie, le transport, l'eau et l'assainissement, l'aéronautique, ou la défense. Les échanges universitaires sont encore peu nombreux d'un côté comme de l'autre, malgré l'excellence des enseignements des Indian Institute of Management (IIM), des Indian Institute of Technology (IIT).

La réhabilitation et la rénovation des centres historiques en termes d'habitats, d'équipements, de circulation, d'espaces publics a déjà été envisagée lors de la visite d'une délégation de représentants de villes indiennes en France, à l'automne 2008. Ce séminaire itinérant a donné des pistes de travail pertinentes pour les programmes à venir sur les méthodes d'investigation et les outils de politiques patrimoniales.

Gaëlle Gicquel pour Cités Unies France

Pour plus d'informations :

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Inde)
Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

BALKANS

Assemblée Générale de NALAS, les 10 et 11 décembre 2009, à Istanbul

Cités Unies France participera à l'Assemblée Générale de NALAS, le réseau des collectivités locales des Balkans, à Istanbul, les 10 et 11 décembre prochains.

En début d'année prochaine, Cités Unies France organisera une importante mission politique dans la région de Balkans. Cette mission, conduite par Charles Josselin, aura pour objectif de lancer une nouvelle dynamique pour la coopération dans toute la région.

Programme de coopération multilatérale France - Balkans sur la bonne gouvernance dans le sud-est européen

Ce projet s'inscrivant dans la démarche initiée lors des Premières rencontres régionales de la coopération décentralisée dans les Balkans, tenues à Sofia, en juillet 2008, a pour objectif principal la mise en réseau et en synergies des collectivités françaises actives dans cette région dans une logique multilatérale, afin d'échanger les bonnes pratiques de coopération en matière de gouvernance locale et régionale.

Plusieurs thématiques centrales ressortent des coopérations bilatérales, entretenues par les collectivités territoriales françaises et leurs homologues dans les Balkans. Ce projet s'articule en différents séminaires thématiques d'échange d'expérience et de planification d'actions futures communes. Ces thématiques sont les suivantes :

- **le développement rural et le tourisme durable** dont l'atelier s'est tenu à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), les 25 et 26 septembre 2009, à la suite de la Conférence de lancement ;
- **la jeunesse, la citoyenneté active et la francophonie** qui s'est tenu les 26 et 27 novembre à Belgrade (Serbie) ;
- **les médias, les nouvelles technologies et de la communication** qui se tiendra début décembre à Skopje (Ancienne République yougoslave de Macédoine).

Cités Unies France participera à la phase II de ce projet de Plateforme qui sera lancé en janvier 2010.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

La lettre de la coopération décentralisée franco-bosniaque, publiée par l'Ambassade de France à Sarajevo, est téléchargeable sur le site Internet de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article946>

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe du Sud-Est, Balkans)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, adjoint au maire de Gières

Rencontres algéro-françaises, les 14 et 15 décembre 2009, à Belfort

Dans la continuité des premières rencontres algéro-françaises, organisées à Boumerdès, des 14 et 15 juin 2009 (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article788>), les rencontres de Belfort se tiendront les 14 et 15 décembre prochains.

Organisées conjointement par Cités Unies France, les Francas, la ville de Belfort et ses partenaires algériens (association « Ecole Famille et Prise en charge psychosociale » de Boumerdès, APC, APW et Wilaya), les journées de Belfort seront, à la demande de la partie algérienne, fortement orientées sur des visites et rencontres sur sites.

La participation d'acteurs français est attendue notamment pour "confronter" aux cours des échanges et des discussions, les expériences de complémentarités et de concertations entre les associations et les autorités locales dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse (thématique de ce séminaire dans le cadre du PCPA).

Pour plus d'informations :

Amel Djaffar, responsable des relations internationales, Ville de Belfort

Tél. : 03 84 54 27 81

Courriel : adjaffar@mairie-belfort.fr

Fabiola Rivas, chargée de mission, Cités Unies France

Courriel : f.rivas@cites-unies-france.org

ISRAEL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne, les 3 et 4 novembre 2009, à Paris

Les Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne, organisées par Cités Unies France en partenariat avec la ville de Paris, le ministère des Affaires étrangères et européennes, la Fondation France Israël et l'Association des pouvoirs locaux israéliens, ont eu lieu les 3 et 4 novembre dernier. Elles ont été un moment d'échange, de rencontre et de partage d'expériences entre les collectivités françaises et israéliennes sur des problématiques communes comme le réchauffement climatique, la cohésion sociale et la jeunesse.

Ces rencontres ont été également un moment de réflexion pour témoigner des bonnes pratiques que n'ont pas manqué de développer nombre de collectivités françaises en matière de diplomatie des villes et d'initiatives pour promouvoir le dialogue et la paix et cela malgré la situation sur le terrain.

Les Assises ont été placées sous le principe du dialogue : elles ont permis de dresser un bilan objectif des coopérations en cours et ont offert l'occasion de renforcer et de lancer de nouveaux partenariats.

Pour cette édition, plus d'une centaine de collectivités, israéliennes et françaises ont été présentes à Paris, pour des moments d'échanges et d'amitié.

Dans le cadre des Assises le centenaire de la création de la ville de Tel-Aviv a été fêté au Forum des Images avec la présentation du film « Ajami » de Scandar Copti Yaron Shani.

Pour plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article759>

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Réunion du groupe-pays Liban, le 9 décembre 2009

La prochaine réunion du groupe-pays Liban se tiendra mercredi 9 décembre, de 12h30 à 15h30, à Cités Unies France. Elle sera l'occasion de présenter les conclusions du séminaire sur la décentralisation au Proche-Orient de Tripoli, co-organisé par le Comité des Maires et la Députation de Barcelone, en octobre dernier. Lors de cette rencontre, les partenaires libanais ont réaffirmé leur souhait d'une réponse concertée des collectivités territoriales françaises à l'enjeu du renforcement des villes libanaises.

Aussi, la réunion mettra l'accent sur un projet d'organisation de séminaires thématiques, par les collectivités territoriales françaises du groupe-pays Liban, sur les problématiques de la gestion locale au Liban.

ACTUALITÉS LIBAN

Naissance d'un gouvernement d'union nationale

Après cinq mois de crise et de tractations politiques, le Liban, sans gouvernement depuis les élections législatives de juin 2009, s'est finalement doté d'un cabinet « d'union nationale », le 10 novembre 2009.

Saad Hariri, vainqueur des législatives, a finalement réussi à former un gouvernement dans lequel se côtoient les différentes mouvances de la vie politique libanaise. En effet, sur les 30 membres du cabinet, 15 ministres sont issus de la majorité parlementaire conduite par le Premier ministre (soutenue par les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite notamment), 10 appartiennent à l'opposition chrétienne et chiite dont 2 sont membres du Hezbollah (opposition soutenue par l'Iran et la Syrie) et 5 « neutres » ont été désignés par le Président, Michel Sleimane.

Les principaux ministères ont été répartis entre les différents courants ; celui des télécommunications, l'un des grands sujets de discorde, revenant à un proche du général Aoun, dirigeant du CPL, pilier de l'opposition et allié du Hezbollah.

(Sources : « Liban, un gouvernement du moindre mal », Libération, 12/10/09, www.liberation.fr ; « La Syrie salue le gouvernement libanais », Le Figaro, 11/10/09, www.lefigaro.fr)

MAGHREB - APPUI INSTITUTIONNEL

Séminaire « Gouvernance locale, coopération décentralisée et développement durable : échanges d'expériences entre collectivités territoriales françaises et maghrébines », le 11 décembre 2009, à Marseille

L'association Touiza Solidarité organise, le 11 décembre 2009, à Marseille, avec la participation de Cités Unies France, un séminaire intitulé « Gouvernance locale, coopération décentralisée et développement durable : échanges d'expériences entre collectivités territoriales françaises et maghrébines », dans le cadre de son programme quadriennal de renforcement des capacités des collectivités territoriales maghrébines, dont le principal bailleur est le ministère des Affaires étrangères et européennes français.

Le programme a permis la formation de 179 cadres et élus algériens, marocains et tunisiens, entre 2005 et 2008, en France, sur différents aspects de la gestion locale (coopération décentralisée, gestion participative des projets, gestion de l'eau et des déchets, aménagement urbain).

Ce séminaire final permettra de faire connaître des expériences significatives sur la gouvernance locale dans les pays maghrébins, de contribuer au renforcement des partenariats de coopération décentralisée franco-maghrébins, de finaliser le processus de capitalisation et d'évaluation et de dégager les orientations pour la poursuite du programme.

Pour toute information complémentaire :

Touiza Solidarité

Tél. : 04 91 33 15 02

Courriel : touiza.solidarite@wanadoo.fr

PALESTINE

Président du Réseau de Coopération Décentralisée avec la Palestine (RCDP) : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Réunion du RCDP, le 7 décembre 2009

La prochaine réunion du RCDP aura lieu le 7 décembre 2009, dans les locaux de Cités

Unies France. Cette réunion aura pour but de :

- faire un rapide bilan de la mission effectuée par Cités Unies France, dans le cadre du Réseau Européen des collectivités locales pour la paix au Proche-Orient, du 10 au 14 octobre dernier (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article891>) ;
- discuter de l'Agenda du Réseau pour les mois à venir ;
- faire un point sur le fonds de solidarité Gaza.

Rappel sur le projet financé par le RCDP dans le cadre du fonds de solidarité Gaza : Soutien aux marins pêcheurs de la Bande de Gaza

Le projet de 4 mois permettra au Syndicat général des marins pêcheurs de la Bande de Gaza de subvenir aux besoins de 955 familles de pêcheurs les plus vulnérables à travers des réparations de bateaux et filets de pêche et de distribution de nouveaux filets.

L'action comprend deux groupes de bénéficiaires : (a) des propriétaires de petits bateaux et de filets de pêche qui ont été endommagés pendant le conflit de janvier 2009 et (b) des pêcheurs qui dépendent de ces bateaux pour leur subsistance (qui peuvent être des réfugiés de familles nombreuses ou des non réfugiés qui ne reçoivent pas d'autre forme d'aide).

Ces familles sont aujourd'hui dans l'incapacité de subvenir seules à leurs besoins en raison de la destruction et de l'endommagement des bateaux pendant le conflit et les effets du blocus et autres contraintes imposées par le gouvernement israélien pendant les dernières années. Le projet sera mis en œuvre par le Syndicat général des marins pêcheurs de la Bande de Gaza avec le soutien de l'Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED).

Préparation du séminaire CUF/RCDP et AFD

Lors de cette réunion du 7 décembre, les membres du RCDP prépareront le séminaire RCDP/AFD prévu en janvier 2010, à l'AFD. Ce séminaire aura pour but d'élaborer des pistes de réflexion pour articuler la stratégie de l'AFD en Palestine avec les actions de coopérations décentralisées menées par les collectivités françaises sur ce territoire. Lors de ce séminaire, l'AFD et le RCDP présenteront leurs stratégies et leurs interventions pour aboutir à l'élaboration de pistes de travail communes.

ACTUALITÉS PROCHE ORIENT

Nouvelles constructions à Jérusalem-est

Mardi 17 novembre dernier, Israël a pris la décision de construire plus de 1000 nouveaux logements à Jérusalem-est, ce en pleine polémique sur la questions des colonies.

Jérusalem-est, où vivent 270 000 Palestiniens et 180 000 Israéliens, a été conquise puis annexée par Israël pendant la guerre de 1967, décision qui n'a jamais été reconnue par la

communauté internationale. La colonisation israélienne des territoires palestiniens constitue, depuis près d'un an, le principal obstacle à une reprise des négociations de paix. L'autorité palestinienne demande l'arrêt total de la construction en Cisjordanie avant de reprendre les négociations, ce qu'Israël refuse, offrant de renouer le dialogue sans condition préalable.

Les réactions de la communauté internationale au projet israélien ont été immédiates. Les Etats-Unis par l'intermédiaire de Robert Gibbs (porte-parole de Barack Obama) se sont dits « consternés » devant cette décision. L'Union européenne a, quant à elle, déclaré que « les mesures prises par le gouvernement israélien contreviennent aux appels répétés de la communauté internationale, y compris du Quartette (Etats-Unis, Union européenne, Russie et ONU) et vont à l'encontre (...) d'un règlement viable et crédible du conflit entre Israéliens et Palestiniens ». En visite en Israël, le 18 novembre, le ministre des Affaires étrangères et européennes français, Bernard Kouchner, a « regretté » la décision d'Israël et a appelé à la reprise des négociations politiques « face à face ».

(Sources : « Les critiques se multiplient contre Israël », *Nouvel Observateur*, 18/11/09, www.nouvelobs.com ; « Washington se dit 'consterné' par la décision d'Israël d'autoriser 900 nouveaux logements à Jérusalem-Est », *Le Monde*, 18/11/09, www.lemonde.fr)

TUNISIE

Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère

Compte-rendu de la réunion du groupe-pays Tunisie, le 13 octobre 2009

Le compte-rendu de la réunion du groupe-pays Tunisie du 13 octobre dernier est désormais disponible sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article893>.

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission (Maroc, Liban, Tunisie, Algérie)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPPO)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

JEUNESSE

Présidente du groupe thématique : Marie-Pierre Rouger, conseillère régionale de Bretagne

2^{èmes} Rencontres de la jeunesse à l'international, le 26 novembre 2009, à Montreuil

Cités Unies France, dans le cadre d'un partenariat avec le Haut Commissaire à la Jeunesse, a organisé, en collaboration avec l'Assemblée des Départements de France (ADF), l'Association des Régions de France (ARF) et l'Association des Maires de France (AMF), les 2^{èmes} Rencontres de la jeunesse à l'international, à l'Hôtel de Ville de Montreuil, le jeudi 26 novembre 2009.

Cent trente personnes ont pris part à la manifestation, avec des représentants des **régions** : Ile de France, Champagne-Ardenne, Bourgogne, Bretagne, Rhône Alpes, Auvergne, Picardie, Pays de la Loire, Nord Pas-de-Calais, Lorraine, et des **départements** : Gironde, Haute Savoie, Charente, Hautes-Pyrénées, Morbihan, Hauts de Seine, Val d'Oise, Cher, Seine St Denis, Orne, Finistère, Ille et Vilaine, Loire Atlantique, Val de Marne, Meurthe et Moselle, Côtes d'Armor, ainsi que des **communes** : Angoulême, Ivry-sur-Seine, Arcueil, Bouguenais, Lille, Macon, Brest, La Courneuve, Savigny le Temple, Bussy St Georges, Malakoff, St Pierre des Corps, Caen, Créteil, Amiens, St Hilaire de Riez, Herouville St Clair, Cergy, Vanves, Bobigny, Villetaneuse, St Jean des Monts, Roncq, Tours, Fontenay sous Bois, Evreux, Valence, Grenoble, Gardanne, Aix en Provence, Mauguio, Nanterre, Montreuil, Châtelleraut, Stains.

Les Associations AFVP, CLONG, Solidarité Laïque, Scouts et guides de France, Léo Lagrange ainsi que les réseaux régionaux Lianes Coopération et Resacoop, ont également pris part au débat.

Le ministère des Affaires étrangères et européennes et le Haut Commissaire à la Jeunesse, l'Agence 2e2f et l'Agence Programme Jeunesse en action, ont également tenu à être présent.

Cette deuxième édition, déclinée autour de trois mots clés : “mobilité internationale, solidarité internationale, engagement citoyen”, a permis le dialogue entre le monde de la jeunesse et le monde de l'international.

Les travaux en ateliers ont mis l'accent sur la nécessité de mutualiser expériences et moyens afin d'offrir aux jeunes des dispositifs clairs basés sur une notion de parcours. Les participants ont débattu des conditions d'amélioration de l'accès à l'international de tous les jeunes, en envisageant de nouvelles formes d'interventions croisées entre différents échelons de collectivités, mais aussi entre différents acteurs associatifs. La question de la mise en place de guichet unique a été un sujet de discussion, tous les intervenants se sont accordés sur l'idée que les jeunes doivent pouvoir compter sur un interlocuteur véritablement formé aux

problématiques internationales, capable de les accompagner tout au long de leur parcours d'insertion professionnelle et/ou d'engagement solidaire. Il y a déjà des expériences menées en ce sens tels « Via le Monde » du CG93, « Jeunes à travers le Monde » du CG35, Ville de Nantes, il faut les consolider et les faire connaître.

La synthèse des débats fera l'objet d'un document succinct sous forme de relevé de conclusions. Vous pourrez contacter Cités Unies France pour l'obtenir.

Pour plus d'informations :

Fabiola Rivas, chargée de mission Jeunesse
Courriel : f.rivas@cites-unies-france.org

ENERGIE

Coopération décentralisée et énergie

Plus d'une centaine de personnes a participé à la réunion d'information, organisée le 6 novembre 2009, par Cités Unies France et l'Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Energies sur les possibilités de financement d'actions de solidarité internationale dans le domaine de l'énergie.

Nicolas Lambert, expert national détaché d'Europeaid, a présenté la deuxième Facilité-Energie ACP-UE. Cette deuxième facilité se décomposera en deux appels à proposition (voir rubrique Institutions européennes). Le premier se clôturera le 11 janvier 2010 et le second sera lancé courant mai 2011.

Cités Unies France a proposé d'organiser pour ce second appel un groupe de travail avec les collectivités intéressés pour répondre en commun à l'appel.

Le Délégué à l'Action extérieure des collectivités territoriales, Antoine Joly, a évoqué la possibilité pour le ministère d'aider au fonctionnement de ce groupe de travail par le financement d'un expert.

Concernant le « **1% gaz et électricité** » issu d'un amendement à la loi Oudin-Santini de décembre 2006, il résulte des nombreux échanges entre intervenants et participants qu'il est nécessaire de mieux faire connaître cette disposition et d'étudier les mutualisations possibles entre Syndicats départementaux d'énergies et actions de coopération décentralisée des collectivités.

C'est pour répondre à cette demande que Cités Unies France mettra en place, en 2010, un groupe de réflexion spécifique sur la question plus générale de la place de l'énergie dans les actions de coopération décentralisée.

Pour plus d'informations :

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission
Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

Les Assises européennes de la coopération décentralisée : « Autorités Locales et Régionales, acteurs à part entière de la politique de développement de l'UE », le 2 décembre 2009

Les premières assises de la coopération décentralisée, organisées par la Commission européenne et le Comité des régions, auront lieu mercredi 2 décembre, à Bruxelles.

Différentes tables rondes animeront la matinée : « Les Autorités régionales et locales pour une plus grande efficacité de l'aide », « Gouvernance locale et régionale », « Autorités régionales et locales : accès à l'énergie pour un développement durable », « Contribution des Autorités Régionales et Locales aux Objectifs du Millénaire pour le Développement : les services de santé ».

L'après-midi réunira les participants autour d'une session plénière.

Cette journée sera également l'occasion pour la Commission de présenter le portail européen de la coopération décentralisée, un outil informatique qui proposerait notamment un atlas européen de la coopération.

APPELS A PROPOSITION

Programme « Acteurs Non Etatiques et Autorités Locales dans le développement » : appel en ligne

Le nouvel appel à propositions « Les Acteurs Non Etatiques et Autorités Locales dans le développement » **est en ligne depuis mardi 1^{er} décembre** (Europaid/129200/C/ACT/TPS). Doté d'un budget de plus de 27 000 000 euros, cet appel à propositions est un appel restreint dont la première note succincte devra être rendu le 25 février 2010. Ce programme est mis en place dans le cadre de l'instrument de financement de coopération au développement (ICD).

Sur cet appel, Cités Unies France organisera, au siège de l'association, une réunion, le mardi 12 janvier, de 14h00 à 17h00. Y sont invitées les collectivités territoriales françaises ayant décidé de répondre à cet appel – comme chef de file ou partenaire ou envisageant sérieusement de le faire. CUF donnera plus de détails sur cette réunion prochainement. La préparation se fera en lien avec « Platforma », notre plateforme européenne.

Cités Unies France vous invite à informer Camille Borella de votre participation (c.borella@cites-unies-france.org).

Lien vers les lignes directrices de l'appel :

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1259778616338&do=publi.detPUB&searchtype=AS&Pgm=7573847&aoet=36538&ccnt=7573876&debpub=&orderby=upd&orderbyad=Desc&nbPubliList=15&page=1&aoref=129200>

Programme ANE-AL

L'évaluation du programme à mi-parcours par la Commission est en cours. Sa restitution a eu lieu le 25 novembre 2009. Le compte-rendu sera prochainement disponible.

Par ailleurs, la réunion de présentation du programme d'action 2010 du programme ANE-AL se tiendra le 7 décembre 2009, à Bruxelles.

La II^{ème} Facilité ACP-UE pour l'énergie

Dans le cadre du 10^{ème} FED (Fonds européen de Développement), la II^{ème} Facilité Energie ACP-UE est dotée d'un budget de 200 millions d'euros. Elle sera mise en place à travers deux appels à propositions :

- le premier, doté de 100 millions d'euros, sera lancé fin novembre 2009,
- le second sera lancé courant mai 2011.

Cet appel à proposition est un appel restreint, c'est-à-dire que dans un premier temps, les demandeurs doivent soumettre seulement une note succincte de présentation pour évaluation.

Date limite de candidature pour la note succincte : 1^{er} février 2010

Date limite du dépôt du projet complet : juin 2010

Montant du cofinancement (Min. / Max.) :

- pour des projets favorisant l'accès aux services énergie dans les zones rurales et périurbaines : 500 000/2 500 000 euros,
- pour des projets améliorant la gouvernance et l'ingénierie: 200 000/1 500 000 euros.

Taux maximum de cofinancement : 75%

Remarque : à ce jour, le lien sur le site Europa vers cet appel à proposition n'est pas activé.

Croatie - AP IPA (30 novembre 2009)

La Commission européenne a lancé un appel à propositions concernant la Croatie dans le cadre de l'Instrument de pré-adhésion ouvert notamment aux autorités locales.

Réf. : 129003

Date limite de candidature : 30 novembre 2009

Montant du cofinancement (Min. / Max.) : 900 00 euros / 140 000 euros

Taux maximum de cofinancement : 85% (voir 95%)

Durée maximum des actions : 12 mois

Développement Social et Humain (8 février 2010) - Égalité entre les femmes et les hommes

Cet appel à projet est lancé dans le cadre de l'instrument de coopération au développement (ICD). Il a pour but de financer des actions visant à renforcer la capacité des acteurs non-étatiques à promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes en Algérie, en Égypte, en Israël, en Jordanie, au Liban, en Libye, au Maroc, dans le Territoire Palestinien occupé, en Syrie, en Tunisie et en Mauritanie.

Réf. : 129205

Date limite de candidature : 2 février 2010

Montant du cofinancement (Min. / Max.) : 200 00 euros / 800 000 euros

Taux maximum de cofinancement : 80% (voir 100% dans certains cas définis)

Durée minimale et maximale des actions : entre 12 et 36 mois

Remarque : Cet appel à propositions est un appel "restreint". Dans un premier temps, les demandeurs doivent soumettre seulement une note succincte de présentation pour évaluation.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



Communiqué de presse de Cités et Gouvernements Locaux Unis : Villes et régions unies pour un développement durable et partagé

16 novembre 2009

Du 10 au 13 novembre 2009, à Canton, Chine, pour la tenue du Bureau Exécutif et du Conseil Mondial de CGLU, près de 500 représentants d'autorités locales et régionales, ainsi que de leurs partenaires – institutions internationales et ministères nationaux – se sont réunis à l'invitation du Maire de la ville et Co-Président de Cités et Gouvernements Locaux Unis, Zhang Guangning.

Les 30 sessions – dont celles de la plupart des 18 Commissions et Groupes de Travail de CGLU – ont été présidées, entre autres, par Bertrand DELANOE, Maire de Paris, France, et Président de CGLU, Amos Masondo, Maire de Johannesburg, Afrique du Sud, et Kadir Topbas, Maire d'Istanbul, Turquie, tous deux co-Présidents de CGLU.

L'analyse de l'impact de la crise économique sur les gouvernements locaux et régionaux. Le Vice Président de la République populaire de Chine, XI Jinping, a ouvert le Conseil Mondial. Il a salué le rôle de CGLU dans le rapprochement entre les villes et la lutte contre la crise.

Bertrand Delanoë a déclaré que les institutions internationales devaient faire comprendre combien les élus locaux et régionaux, acteurs de proximité, sont des partenaires efficaces.

Plusieurs maires, parmi lesquels ceux de Johannesburg, Francfort, Rosario et la Présidente de Vancouver Métropole, ont partagé les solutions mises en œuvre dans leurs villes pour faire face à la crise et à ses conséquences sur les finances locales.

Une enquête menée par CGLU entre juillet et septembre 2009, a montré l'utilité et l'efficacité de l'implication des gouvernements locaux pour lutter contre les conséquences du phénomène.

Le suivi des négociations internationales sur le changement climatique pendant et après Copenhague. Inquiètes quant à l'issue de la COP15, les autorités locales et régionales ont redit leur volonté que le Sommet sur le Changement climatique de Copenhague, en décembre prochain, parvienne à un accord mondial, ambitieux, juridiquement contraignant et doté d'objectifs précis et chiffrés. Les participants ont décidé la création d'un groupe de négociation et de suivi composé de villes de différents continents, et le lancement d'une campagne internationale de mobilisation des Mairies lors de la première semaine de décembre.

L'efficacité de l'aide au développement et le soutien aux Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies. William Cobbett, Directeur de l'Alliance des Villes – Programme de développement urbain conjoint aux Nations Unies et à la Banque Mondiale – a présenté les nouvelles orientations de la coopération internationale au développement. Les participants ont dit la nécessité de réformer un système qui a largement montré ses limites. Ils ont affirmé être prêts à participer à l'évaluation et à la redéfinition, à l'automne 2010, par l'Assemblée Générale des Nations Unies, des Objectifs du Millénaire pour le Développement, 10 ans après leur établissement.

Les membres du Conseil Mondial de CGLU ont enfin élu le Maire de Quito, Augusto Barbera, Co-Président de CGLU, et ils ont répondu favorablement à l'invitation du Maire de Chicago, Richard M. Daley, pour accueillir leur Bureau Exécutif en avril 2010.

Pratiques de coopération décentralisée en faveur du développement rural et de l'accès à l'alimentation

Le 16 novembre 2009, Cités Unies France et le Comité Français de Solidarité Internationale ont organisé à la Mairie de Paris une journée d'étude sur le thème « Collectivités territoriales, acteurs de la société civile : comment lutter ensemble contre la faim ? »

Cette rencontre, qui a rassemblé une cinquantaine de participants, a donné lieu à la présentation des résultats de l'étude « Développement agricole et rural en Afrique subsaharienne : quels rôles pour la coopération décentralisée ? » Cette étude a été menée au cours de l'année 2009 par Tristan Routier.

L'objectif était de s'interroger sur la spécificité des pratiques de la coopération décentralisée dans le domaine du développement rural et de l'accès à l'alimentation. Les modalités existantes ou souhaitées d'une concertation territoriale sur ce sujet étaient également à l'ordre du jour.

CUF et le CFSI ont proposé de poursuivre leur collaboration dans ce domaine.

Les actes seront bientôt disponibles sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article707>

BOURSES 2009 - 2010 en vue de la réalisation de mémoires en Master Recherche sur la coopération décentralisée

L'Institut des Hautes Etudes sur l'Action Internationale des Villes et Gouvernements Locaux (IDHIL) ouvre pour la première année 10 bourses d'un montant de 500 euros destinées à soutenir des étudiants de deuxième année de Master recherche souhaitant réaliser un mémoire sur la coopération décentralisée dans l'ensemble des disciplines des sciences sociales et humaines.

Outre la dotation de 500 euros attribuée à chacun des projets de mémoire sélectionnés et versée au terme de leur réalisation, l'IDHIL s'engage à soutenir la publication, sous différents supports, des meilleurs travaux produits et/ou des principaux résultats de ces derniers.

Les candidats doivent adresser au secrétariat de l'Institut des Hautes Etudes sur l'Action Internationale des Villes et Gouvernements Locaux (Faculté de Droit – Cerdhap – Mme Geraci – Domaine universitaire – 38 040 Grenoble Cedex 9) un dossier en double exemplaire comprenant :

- un relevé de notes des deux années précédant l'entrée en Master 2
- un projet de mémoire en 2 – 3 p, accompagné d'une bibliographie succincte ;
- une lettre de recommandation de leur directeur de mémoire.

Aucune condition de nationalité ou d'âge n'est exigée des candidats.

Date limite de dépôt des dossiers : 30 novembre 2009

Pour plus d'information :

Mme Geraci : paola.geraci@upmf-grenoble.fr

CLIMAT

Déclaration commune des associations françaises de collectivités territoriales - Sommet de Copenhague

« Face aux dangers pour notre planète et pour l'humanité que constituent le réchauffement climatique et la disparition de la biodiversité, aucun d'entre nous ne peut aujourd'hui ignorer l'urgence environnementale à laquelle nous sommes confrontés.

Ce défi appelle des réponses à la hauteur des enjeux: instances internationales, communautés d'Etats, Etat, entreprises, collectivités territoriales, associations, citoyens, chacun doit prendre part à cette tâche. Un engagement écologique fort doit fédérer les initiatives et actions, tant il est vrai qu'aucun effort particulier ne portera véritablement ses fruits, s'il ne s'inscrit pas dans une dynamique collective.

S'associant à la démarche entreprise par les organisations internationales de pouvoirs locaux et régionaux tels Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) qui représentent plus de la moitié de la population mondiale, les associations françaises de collectivités territoriales appellent de leurs vœux la signature d'un accord ambitieux sur le changement climatique à Copenhague.

Parce que les collectivités territoriales demeurent au plus près des concitoyens, des lieux de vie, d'échange, de partage, de lien social, ils agissent quotidiennement et sont des moteurs pour promouvoir en profondeur de nouveaux comportements.

Pour relever ce défi environnemental global, les gouvernements locaux et régionaux ont un rôle essentiel à jouer : sans leur engagement, il ne sera pas possible d'atteindre des objectifs de réduction de gaz à effet de serre compatibles avec des changements climatiques supportables. A l'évidence les élus locaux et régionaux avec l'appui indispensable de tous leurs partenaires techniques et financiers, de l'Etat, de l'Union européenne et des instances internationales, doivent en être les artisans majeurs.

Au travers de leurs compétences et des politiques locales qu'ils décident et mettent en œuvre sur leur territoire, les élus locaux et régionaux font preuve depuis longtemps de leur engagement pour atténuer le changement climatique et s'y adapter : maîtrise des consommations d'énergie, efficacité énergétique, promotion des économies d'énergie et développement des énergies renouvelables, urbanisme, politiques de logements, organisation des modes de déplacement de leurs habitants et mise en service des transports en commun moins polluants, gestion des déchets, protection des espaces naturels et de la biodiversité. Ils sont également nombreux à organiser leurs actions au travers de politiques territoriales de développement durable, comme les agendas 21 et les plans climat-énergie territoriaux.

Les élus locaux et régionaux sont prêts à poursuivre cet engagement en développant la coopération avec leurs partenaires européens et internationaux et à agir, tant pour aider à atteindre des objectifs nationaux ambitieux de réduction des émissions que pour soutenir les nécessaires mesures d'adaptation sur leurs territoires, via leurs politiques territoriales.

Le rôle essentiel des élus locaux et régionaux doit être reconnu et leur action confortée par des capacités techniques et financières renforcées. Cela nécessite que les accords internationaux sur le climat et en premier lieu ceux qui seront conclus à Copenhague mentionnent explicitement le rôle et l'action des collectivités.

Les collectivités territoriales s'accordent :

1/ A soutenir la définition d'accords de grande portée et transparents, avec des objectifs ambitieux, clairs et contraignants juridiquement.

2 / A être attentifs aux principes de justice, d'équité et de solidarité en faveur des plus démunis.

3/ A lier l'action sur le climat aux stratégies de développement tout en œuvrant pour:

- la promotion de la sobriété énergétique et des énergies renouvelables ;
- la maîtrise de l'urbanisme et la diversification de l'offre de transports publics ;
- la préservation des ressources naturelles et la protection de la biodiversité ;
- la conjugaison "environnement et santé" ;
- la conduite de politiques locales et territoriales écologiquement responsables.

Les gouvernements doivent parvenir à un accord. Cet accord doit reconnaître le rôle des collectivités territoriales.

Vous pouvez compter sur les autorités locales et régionales pour se mobiliser et relever le défi du changement climatique. »

La Semaine de la Solidarité Internationale (SSI)

Cette année encore, Cités Unies France s'est mobilisée pour participer à la Semaine de la solidarité internationale. Les Assises régionales constituent souvent un moment de mener une réflexion de fond sur l'orientation de la coopération de la région et sur les liens avec les acteurs du territoire. Pour ne citer que ceux-ci, le conseil régional du Centre a placé ses Assises sous l'égide de l'engagement des jeunes, tandis que le conseil régional du Limousin a invité à réfléchir sur la coopération entre peuples, entre plusieurs cultures. L'Auvergne décidait de parler de l'action en faveur de l'eau et de l'assainissement et l'Ile-de-France de l'impact de l'action extérieure des collectivités territoriales en abordant le contexte de la réforme de la coopération.

Aux côtés des acteurs locaux, tous les niveaux de collectivités s'engagent dans 10 jours de focus sur la solidarité internationale. A titre d'exemple, comité de jumelage, associations de migrants et ville se réunissaient, le 14 novembre, pour fêter les 20 ans de jumelages entre Aubervilliers et Bouilly : une rétrospective émaillée d'images sur les différentes missions, accompagnée d'un compteur...

De son côté, le conseil général des Yvelines a organisé ses « 1^{ères} Assises de la Coopération décentralisée et de la Solidarité Internationale » à Guyancourt le 25 novembre. Communes et associations yvelinoises ont participé massivement à l'événement. Aux côtés du Togo, pays à l'honneur de cette première édition, plusieurs délégations de pays partenaires étaient présents, parmi lesquels le Sénégal, le Congo, le Liban, etc.

De manière générale, les mois d'octobre et de novembre sont propices à l'organisation d'Assises régionales : ainsi la Bourgogne se penche le 27 novembre sur le rôle des femmes dans les projets de développement, le 14 octobre, la Basse Normandie a invité à penser une « approche territoriale du développement », tandis que l'Aquitaine réfléchissait les 15 et 16 octobre sur la solidarité au sein de la francophonie et autour de la formation....

Agenda 21 et coopération décentralisée : quels liens ?

Le 23 novembre dernier, a eu lieu une journée de mise en débat des conclusions de l'étude « Politiques de développement durables territoriales et coopération décentralisée : quelles articulations ? » Cette étude, commandée par L'Agence française de développement et pilotée par l'ARENE Ile-de-France, a été réalisée par l'association Adéquations et Equinoxe Conseil. La journée a permis de vérifier une nouvelle fois le postulat suivant : le développement durable enrichit la coopération décentralisée par la méthodologie qu'il propose; inversement, la coopération décentralisée alimente un Agenda 21 territorial ou une stratégie de développement durable en apportant des exemples d'ailleurs. Cette journée, à laquelle 250 personnes s'étaient inscrites, a également montré l'intérêt du développement durable et de la coopération décentralisée comme moyen de répondre à la demande de cohésion entre les politiques territoriales.

Rappel - parution d'un hors série d'Altermondes sur le thème de l'engagement des collectivités territoriales dans la solidarité internationale

N'hésitez pas à commander ce numéro qui fait le point sur l'engagement, aujourd'hui, des collectivités territoriales dans le domaine de la solidarité internationale en vous connectant sur le site : www.altermondes.org.

Fracture numérique et solidarité internationale : proposition de loi enregistrée à la Présidence du Sénat, le 9 novembre 2009

S'inspirant directement du dispositif qui permet déjà aux collectivités et à leurs groupements de participer à des actions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, la proposition de loi vise à insérer un nouvel article L. 1115-1-2 dans le code général des collectivités territoriales afin de :

- donner une base légale aux actions de coopération décentralisée ou de solidarité internationale menées par les collectivités territoriales et leurs groupements dans le domaine des technologies de l'information et des communications, au service du développement ;
- autoriser lesdites collectivités et groupements à participer, à ce titre, aux actions engagées soit par des organisations internationales, soit par des organismes étrangers

de droit public ou privé spécialement constitués à cette fin ;

- permettre aux collectivités territoriales de consacrer au financement des actions susmentionnées jusqu'à 1% de leurs budgets de fonctionnement et d'investissements relatifs aux technologies de l'information et des communications (il appartiendra alors au pouvoir réglementaire de préciser la définition desdites technologies prises en compte pour l'application de cette dernière disposition).

Cette proposition a été déposée par Gérard Collomb, Jacqueline Alquier, Alain Anziani, David Assouline, Jean Besson, Maryvonne Blondin, Nicole Bonnefoy, Bernadette Bourzai, Michel Boutant, Nicole Bricq, Bernard Cazeau, Pierre-Yves Collombat, Françoise Cartron, Marc Daunis, Jean-Pierre Demerliat, Christiane Demontès, Claude Domeizel, Bernard Frimat, Samia Ghali, Jean-Noël Guerini, Yves Krattinger, Serge Lagache, Jacky Le Menn, Georges Patient Bernard Piras, Gisèle Printz, Daniel Raoui, Roland Ries, Patricia Schillinger, Jean-Pierre Sueur, Michel Teston, Richard Yung, Robert Navarro, François Patriat, Jacqueline Chevé, Edmond Hervé, François Marc et André Vantomme.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (SSI, agenda 21)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (climat, questions juridiques)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Assises de la coopération décentralisée	Bruxelles	2 décembre	Comité de Régions/ Commission européenne
Entretiens Territoriaux de Strasbourg	Strasbourg	2 - 3 décembre	CNEPT / INET
Réunion du groupe-pays Niger	Paris	3 décembre	CUF
Troisièmes rencontres de la coopération décentralisée France-Brésil	Palais des Congrès, Lyon	3 - 4 décembre	CUF / Région Rhône-Alpes
Réunion du groupe-pays Burkina Faso	Paris	4 décembre	CUF
Réunion du RCDP	CUF	7 décembre	RCDP - CUF
Réunion de présentation du programme d'action 2010 du programme ANE-AL à Bruxelles	Bruxelles	7 décembre	Commission européenne
Séminaire International : « Les banlieues, cœurs de métropoles solidaires »	Université Saint Denis	7 - 8 décembre	Forum des autorités locales de périphérie - FALP
Conférence des Nations Unies sur le changement climatique	Copenhague	8 - 17 décembre	ONU
Réunion du groupe-pays Liban	CUF	9 décembre	CUF
Assemblée générale de NALAS	Istanbul	10 - 11 décembre	NALAS
Séminaire « Gouvernance locale, coopération décentralisée et développement durable : échanges d'expériences entre collectivités territoriales françaises et maghrébines »	Marseille	11 décembre	Touïza Solidarité

AGENDA

DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
5 ^{ème} édition « Ti coup d'œil sou Haïti » - Art et artisanat	Suresnes	12 - 20 décembre	Ville de Suresnes
Rencontres franco-algériennes sur le renforcement des actions locales en direction des enfants et des jeunes	Belfort	14 - 15 décembre	CUF/Ville de Belfort/PCPA Algérie
Africités 5	Marrakech	16 - 20 décembre	Africités
ANNÉE 2010			
Réunion sur appel européen ANE-AL	CUF	12 janvier après-midi	CUF
Atelier tripartite France – Burkina Faso – Allemagne	Epernay	15 - 16 janvier	CUF
Assises de la coopération décentralisée franco-indiennes	New Delhi	15 - 17 janvier	MAEE
Sommet des Régions du monde sur la sécurité alimentaire	Dakar	18 - 19 janvier	CRPM / FOGAR / République du Sénégal
Réunion du groupe-pays Madagascar	AFD	21 janvier	CUF, en collaboration avec l'ARF
Réunion d'Assemblée des régions et des villes de Méditerranée - ARLEM	Barcelone	20 - 21 janvier	ARLEM / Comité des Régions
Bureau exécutif de CUF	CUF	26 janvier	CUF

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 EUROS

- Dossier pays POLOGNE
(édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE
(édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE
(à paraître 2010)
- Dossier pays JAPON (2007)
- Dossier pays TURQUIE
(première édition 2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAEL (2007)
- Dossier pays PALESTINE
(première édition 2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)
(épuisé -nouvelle édition à paraître en 2010)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays CUBA
(à paraître en 2010)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays MALI
(première édition 2009)
- Dossier pays TOGO
(première édition 2009)
- Dossier pays BÉNIN
(à paraître en 2010)
- Dossier pays BURKINA FASO
(à paraître en 2010)
- Dossier pays NIGER
(à paraître en 2010)
- Dossier pays CAMEROUN
(à paraître en 2010)

RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE LA COOPERATION DÉCENTRALISÉE: 15,00 EUROS

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains
(France - Etats-Unis)
- franco-américains
(en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabé
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens
- franco-camerounais

COLLECTION « RÉFLEXIONS » : 15,00 EUROS

- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)

COLLECTION « RÉFÉRENCE » : 25,00 EUROS

NOUVEAU !

- **Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international**
(édition - novembre 2009)
- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (deuxième édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- Dossier pays VIETNAM (2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)
15 euros
 - L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée
10 euros
 - Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)
10 euros
 - Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire : Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* en partenariat avec F3E et PAD Maroc (2009)
10 euros
 - Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan - 2009)
22 euros
 - **Cahiers de la coopération décentralisée**
L'action internationale des collectivités locales - n° 1 - juin 2009
30 euros (15 euros pour les adhérents de CUF)
- PROMOTION !**
- Dossier pays PALESTINE + DVD
« Voter en Palestine » - 35 euros

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom :

Prénom :

Fonction :

Collectivité :

Adresse :

CP : Ville :

Tél. : Fax :

Courriel :

Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Katarina FOTIC, responsable des publications
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :
www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org